

Service Protection Environnement Nature – Secteur IAA
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

STEP - COMMUNE DE VAL-COUESNON (Antrain)

Avenue Kleber
35560 Val-Couesnon

Références : 2023-02369
Code AIOT : 0053500031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2023 dans l'établissement STEP - COMMUNE DE VAL-COUESNON (Antrain) implanté AVENUE KLEBER 35560 Val-Couesnon. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est diligentée dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par le service Protection Environnement Nature de la DDPP35.

Le thème de visite retenu est celui des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP - COMMUNE DE VAL-COUESNON (Antrain)
- AVENUE KLEBER 35560 Val-Couesnon
- Code AIOT : 0053500031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration communale de VAL COUESNON (Antrain) est une station de traitement mixte recevant des eaux usées domestiques et des eaux résiduelles industrielles.

Son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral n°31770 du 22 février 2002. Elle est soumise à la rubrique 2752 de la nomenclature des IPCE (*Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène*).

La station d'épuration communale de Val Couesnon est d'une capacité nominale de 13 670 équivalents-habitants dimensionnée pour traiter une charge de pollution journalière de :

- 820 kg/j en DBO5,
- 866 m3/j en débit journalier maximal,
- 51 m3/h en débit de pointe maximal.

Les eaux résiduaires industrielles traitées par la station communale de Val Couesnon proviennent de l'abattoir AIM, entreprise classée au titre des IPCE à la rubrique 3641 (*Exploitation d'abattoir*). Ces eaux subissent un pré-traitement avant collecte vers la station communale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 6 | Prévention de la pollution des eaux - Rejets | Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.6 | / | Sans objet |
| 9 | Prévention de la pollution des eaux - Bilan agronomique | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 | / | Sans objet |
| 10 | Modalités complémentaires relatives à l'épandage | Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.10.4 alinea 9 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 1 | / | Sans objet |
| 2 | Conditions générales - Accès | Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 2.4 | / | Sans objet |
| 3 | Plans des réseaux | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II | / | Sans objet |
| 4 | Prévention de la pollution des eaux - Fonctionnement et entretien | Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.4 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 5 | Transmission des données de surveillance des ICPE | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 | / | Sans objet |
| 7 | Prévention de la pollution des eaux - Stockage des boues | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37 | / | Sans objet |
| 8 | Prévention de la pollution des eaux - Plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a permis de constater la conformité globale du suivi de la STEP de Val Couesnon et le bon entretien du site. Cependant, la transmission annuelle au service Installations Classées des bilans annuels agronomiques d'épandage, et des analyses de boues et de sols destinés à recevoir ces boues, n'est pas effective.

2-4) Fiches de constats

| | | |
|--|---|----------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 1 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Classement des rubriques ICPE | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La commune d'Antrain sur Couesnon est autorisée à exploiter une station d'épuration située sur son territoire, route de Saint Malo, d'une capacité nominale de 13 670 EH dimensionnée pour traiter une charge de pollution journalière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DBO5 : 820 kg/j - Débit journalier maximal : 866 m3/j - Débit de pointe maximal : 51 m3/h. <p>La présente autorisation est octroyée au titre de la rubrique suivante relative à la nomenclature des Installations Classées :</p> | | |
| 2752 | Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène | 13670 EH |
| <p>Constats :</p> <p>La situation administrative de la STEP DE VAL COUESNON est conforme à l'arrêté préfectoral sus-cité, avec un seuil d'activité autorisé de 13670 équivalents-habitants (EH) à la rubrique 2752 de la nomenclature des ICPE (<i>station d'épuration mixte</i>).</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant (représentant de la mairie) et le responsable technique de VEOLIA, société chargée du suivi technique du fonctionnement de la STEP de Val Couesnon, n'ont pas pu fournir le pourcentage d'effluents industriels dans la charge en demande chimique en oxygène (DCO) totale des eaux à traiter.</p> | | |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra préciser la part de la charge en DCO apportée par l'entreprise AIM.</p> | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | |

N° 2 : Conditions générales - Accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès / Clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'interdiction d'accès au public sera clairement signalée. |
| Constats : Le site de la STEP de Val Couesnon est clôturé sur tout son pourtour et fermé par un portail métallique. L'accès est réservé aux personnes autorisées. Selon les dires de l'exploitant, un panneau d'interdiction d'accès aux personnes étrangères est présent sur le portail (pas de constat visuel). Le site est propre, les aires de circulation et les zones engazonnées sont entretenues. Selon l'exploitant, aucun incident connu n'a été enregistré depuis la dernière visite d'inspection en 2016, ni aucune plainte de riverains pour de potentielles nuisances. |
| Observations : L'exploitant devra vérifier s'il dispose d'un accès possible au site de la STEP en l'absence du prestataire VEOLIA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Plans des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plans des réseaux et des égouts |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. |
| Constats : Selon les dires de l'exploitant, le plan des réseaux de la STEP est à jour et tenu à la disposition des services d'inspection (pas de consultation ce jour). Son modèle en format numérique est disponible auprès de VEOLIA. |
| Observations : L'exploitant devra vérifier que les plans des réseaux sont connus et à la disposition des services de secours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement et entretien des installations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation est conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traités stipulés dans le présent arrêté. Les installations sont correctement entretenues.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils concernent notamment la consommation énergétique, la consommation des différents réactifs utilisés, la quantité de boue produite, le taux de matière sèche, le taux de recirculation et d'extraction, la charge volumique dans les bassins d'aération... [...]</p> |
| <p>Constats : Le suivi du fonctionnement des installations et équipements est réalisé par le prestataire VEOLIA. Son représentant lors du contrôle précise que les variations de plusieurs paramètres (pression, température, pH, charge volumique, débit...) sont suivies en permanence et asservies à une alarme distante auprès de VEOLIA. Les résultats sont enregistrés et disponibles. Selon ses dires, aucun dysfonctionnement majeur n'a été enregistré lors des derniers mois.</p> <p>Le volume d'eaux à traiter est calculé à partir des données fournies par le débitmètre en entrée de station qui cumule les eaux urbaines et les eaux industrielles de l'entreprise d'abattage AIM. La société AIM dispose, quant à elle, d'un débitmètre en sortie de sa station de pré-traitement, et fournit à VEOLIA l'information du volume de ses rejets entrant dans la STEP communale quotidiennement.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que les équipements et installations de la STEP sont en bon état apparent et leur maintenance préventive, régulière (pas de contrôle documentaire ce jour). Le prestataire signale qu'un contrôle visuel du bon état des équipements est réalisé lors de la visite hebdomadaire de suivi de la STEP.</p> <p>Le local de la table d'égouttage des boues est équipé d'un sol carrelé avec présence d'un regard au sol : en cas de perte accidentelle d'effluents, ceux-ci sont collectés dans le regard puis redirigés vers l'entrée de la station.</p> |
| <p>Observations : Il est noté que le volume d'eaux à traiter pourrait être augmenté à moyen terme avec la collecte des eaux usées de la commune de La Fontenelle vers la STEP de Val-Couesnon, sans que cela impacte le seuil maximal autorisé de rejet de 866 m3/jour, non atteint à ce jour. Avant sa réalisation, ce projet, qui constitue une modification notable du fonctionnement de la STEP, devra faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance en Préfecture.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Transmission des données de surveillance des ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Transmission données GIDAF |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. |
| Constats : Les résultats des données d'autosurveillance des rejets aqueux sont déclarés périodiquement sur le site GIDAF, comme constaté pour l'année 2022 et le début 2023. Cette déclaration est faite par le prestataire VEOLIA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux - Rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en conditions normales d'exploitation, c'est-à-dire pour les débit et flux stipulés à l'article 1 et adoptés lors du dimensionnement de l'installation, les valeurs limites suivantes en flux et en débit : [voir tableaux joints en annexe] |
| Constats : Lors de l'étude documentaire des données déclaratives d'autosurveillance 2022 et 2023 des rejets aqueux sur la base GIDAF, il apparaît que plus de 95% des résultats d'analyses du pH et des macro-polluants sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) fixées dans l'arrêté préfectoral sus-cité. Cependant, des non-conformités ont été constatées : - sur le volume de rejet journalier qui est régulièrement supérieur au volume autorisé de 866 m3/jour, avec un pic à 1279 m3 ; - et sur le flux de DBO5 en entrée de station qui est supérieur au flux autorisé de 820 kg/jr tous les mois en 2023 et fin 2022, avec une pointe à 1249 kg. Le prestataire VEOLIA signale que les augmentations de volumes de rejet seraient liées à deux phénomènes ponctuels : - de fortes précipitations ; - la purge de l'usine d'eau potable attenante vers la STEP. Concernant la DBO5 élevée en entrée de station, l'exploitant précise que la charge est plus importante en cas d'augmentation d'activité de l'abattoir AIM. Le rejet des eaux traitées de la STEP de Val Couesnon se fait vers le cours d'eau Le Couesnon. Lors du contrôle, il est constaté que les eaux avant rejet sont visuellement claires. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux - Stockage des boues

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des boues |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cas d'épandage, la capacité des ouvrages de stockage permet de stocker le volume total des effluents ou des boues correspondant à une production de pointe de 15 jours. Des valeurs différentes peuvent être imposées au vu de l'étude d'impact. Elles sont compatibles avec les durées pendant lesquelles l'épandage est inapproprié. Les ouvrages de stockage sont étanches ; le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. L'accès des ouvrages de stockage est protégé. Le volume des effluents épandus est mesuré par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. |
| Constats : Les boues issues de la séparation de phase en table d'égouttage sont stockées dans deux bassins aériens en béton, dont l'un est bâché, et dépourvus de drains. Le volume total de stockage des boues est de 2800 m ³ , permettant une capacité de stockage estimée à 9 mois, ce qui est réglementaire. Lors de l'inspection, il apparaît que les bassins de stockage semblent en bon état d'étanchéité. Aucune perte d'effluent n'est constatée. Le contrôle visuel de leur structure par VEOLIA est hebdomadaire, et une évaluation annuelle visuelle plus approfondie est réalisée à la fin de la période d'épandage. Selon les dires du prestataire VEOLIA, aucune anomalie n'a été constatée. Le volume des boues à épandre est mesuré lors du remplissage des tonnes par l'entreprise chargée des épandages. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux - Plan d'épandage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'épandage et qualité des boues |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un suivi analytique régulier de la qualité des effluents ou des boues ainsi qu'un plan d'épandage établi sur la base d'études agro-pédologiques et hydrogéologiques incluses dans l'étude d'impact régissent les conditions de l'épandage. Le plan d'épandage précise : <ul style="list-style-type: none">- l'emplacement, la superficie et l'utilisation des terrains disponibles ;- la fréquence et le volume prévisionnels des épandages sur chaque parcelle ou groupe de parcelles. Toute modification notable apportée au plan d'épandage est portée à la connaissance du préfet. |
| Constats : Lors de l'inspection documentaire préalable, il est constaté que le plan d'épandage de 2016 mentionne le conventionnement avec 8 exploitants agricoles pour une SAU globale mise à disposition de 393 ha. Selon les dires de l'exploitant ce jour, le plan d'épandage n'aurait pas subi de modification depuis cette date. <u>Post-inspection</u> , le bilan agronomique 2022 de la STEP de Val-Couesnon a été transmis. Son étude a montré que le plan d'épandage reste inchangé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Prévention de la pollution des eaux - Bilan agronomique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan agronomique des épandages |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates d'épandage ; - les volumes d'effluents ou de boues épandus et la série analytique à laquelle ils se rapportent ; - les parcelles réceptrices ; - la nature des cultures. <p>Un suivi agronomique et un bilan complet comportant les quantités d'effluents ou de boues, de fertilisants et, éventuellement, de métaux lourds épandues par parcelle ou groupe de parcelles, sont dressés annuellement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le cahier d'épandage de la dernière campagne culturale n'a pas pu être présenté lors du contrôle. Selon les propos du prestataire VEOLIA, le cahier d'épandage est cependant rédigé annuellement par SEDE Environnement, d'après les données transmises par VEOLIA et par l'entreprise chargée de l'épandage des boues.</p> <p>Le dernier bilan agronomique d'épandage transmis à nos services date de 2016. Aucun bilan annuel n'a été transmis entre 2017 et 2022, ce qui est non conforme.</p> <p><u>Post-inspection</u>, le bilan agronomique 2022 de la STEP de Val-Couesnon a été transmis. Son instruction a montré que la STEP a produit 1925 m³ de boues brutes en 2022, soit 105.9 t de matières sèches (MS), correspondant à 5910 uN et 4532 uP.</p> <p>Dans les bilans de fertilisation des parcelles de référence de la campagne culturale concernée, il est constaté, sur les 2 parcelles GAR01 et HUB45 qui ont reçu un apport de boues, que l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore par rapport au besoin des cultures n'est pas respecté.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>Le cahier d'épandage devra être tenu à la disposition des installations classées.</p> <p>Le bilan agronomique des épandages de boues de station devra être transmis annuellement.</p> <p>Les épandages devront respecter l'équilibre de la fertilisation en azote et en phosphore à la parcelle par rapport au besoin des cultures.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Modalités complémentaires relatives à l'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2002, article 4.10.4 alinea 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des effluents d'épandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Des analyses bactériologiques [sur les effluents] seront effectuées [périodiquement] sur des terres ayant reçu de l'épandage depuis au moins 2 mois, sur au moins cinq parcelles. Un sixième prélèvement sera effectué sur une parcelle n'ayant reçu aucun épandage. Les recherches porteront sur : - streptocoques fécaux - coliformes fécaux - salmonelles - anaérobies à 46° En outre, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence représentatif de chaque zone homogène au minimum tous les dix ans. En cas d'exclusion de parcelles, des analyses doivent également être réalisées après l'ultime épandage sur le ou les points de référence de la ou des parcelles sur lesquels ils se situent. Ces analyses portent sur les éléments traces métalliques. L'ensemble de ces résultats et le bilan agronomique annuel sont transmis annuellement à l'inspecteur des installations classées, avant le 31 mars de l'année suivante. Les résultats des analyses de boues sont transmis aux agriculteurs concernés dans la semaine suivant l'épandage pratique.</p> |
| <p>Constats : Les données concernant les analyses des sols recevant les boues de station n'ont pas pu être fournies lors du contrôle. Ces informations n'ont pas été transmises annuellement au service Installations Classées depuis la dernière visite d'inspection de 2016, ce qui est non conforme.</p> <p>Cependant, selon les dires du prestataire VEOLIA, les analyses de sols réglementaires sont annuelles et les résultats, inclus dans le bilan agronomique. Une recherche des Eléments Traces Métalliques (ETM) est réalisée sur les parcelles de référence en respectant le rythme décennal pour chacune d'entre elles.</p> <p><u>Post-inspection</u>, le bilan annuel 2022 (SEDE Environnement) d'analyses des boues et des sols destinés à recevoir ces boues a été transmis à nos services. Son instruction a permis de constater que les résultats d'analyses de boues sont conformes pour les éléments traces métalliques (ETM), les composés traces organiques (CTO) et les critères biologiques. Les résultats d'analyses de sols sont également conformes sur les parcelles de référence et respectent la période décennale de suivi des flux pluriannuels en ETM et CTO. SEDE Environnement signale que les résultats d'analyses de boues et de sols sont transmis aux agriculteurs concernés par les épandages de l'année en cours.</p> |
| <p>Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de la STEP de s'assurer que les résultats d'analyses des boues sont effectivement transmis aux exploitants du plan d'épandage, afin de prendre les mesures de restriction nécessaires le cas échéant (délai avant pâturage...).</p> <p>Les bilans agronomiques et d'analyses des boues et sols devront être transmis annuellement à nos services.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

STEP COMMUNALE DE VAL COUESNON (Antrain)**Arrêté préfectoral n°31770 du 22 février 2002 - Prescriptions relatives aux rejets (article 4.6)**

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en conditions normales d'exploitation, c'est à dire pour les débits et flux stipulés à l'article 1 et adoptés lors du dimensionnement de l'installation les valeurs limites suivantes :

4.6.1 - Flux :

| PARAMÈTRES | FLUX de POLLUTION MAXIMUM JOURNALIERS (Kg/j) | |
|---------------------------------------|--|---------------------|
| | Période étiage | Hors période étiage |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 77,9 | 108,25 |
| Demande biochimique en oxygène (DBO5) | 21,65 | 21,65 |
| Matières en Suspension (MES) | 30,3 | 30,3 |
| Azote Kjeldahl (NTK) | 8,7(*) | 8,7(*) |
| Azote global (NGL) | 13(*) | 13(*) |
| Phosphore total (Pt) | 1,7 | 1,7 |

(*) Ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du réacteur biologique aérobie de la station d'épuration d'au moins 12°C.

4.6.2 - Débit :

| DEBIT MAXIMAL INSTANTANE | DEBIT MAXIMAL JOURNALIER |
|--------------------------|--------------------------|
| 51 m³/h | 866 m³/j |

4.6.3 - Concentration : l'une au moins des valeurs-limites en concentration et rendement ci-après

| PARAMETRES | CONCENTRATION MAXIMALE mg/l | | RENDEMENT MINIMUM |
|---------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|
| | Période d'étiage | Hors période d'étiage | |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 90 | 125 | 85% |
| Demande biochimique en oxygène (DBO5) | 25 | 25 | 90% |
| Matières en Suspension (MES) | 35 | 35 | 95% |
| Azote global (NGL) | 15(*) | 15(*) | 80% |
| Azote Kjeldahl (NTK) | 10(*) | 10(*) | - |
| Phosphore total (Pt) | 2 | 2 | 90% |

(*) Ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du réacteur biologique aérobie de la station d'épuration d'au moins 12°C.

